

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

DIRECTION GÉNÉRALE  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL  
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
ALGEMENE DIRECTIE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN  
Directie van de Griffie

### ERRATUM

Commission paritaire des employés  
de l'industrie papetière  
n°221

**CCT n° 67171/CO/221**  
du 28/05/2003

Correction du texte en français :

- l'article 3 : « *La présente convention collective de travail est conclue pour une période de deux ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2004.* » doit être lu comme suit : « *La présente convention collective de travail est conclue pour une **durée déterminée** de deux ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2004.* ».

Correction du texte en français :

- à l'article 5, une référence inutile apparaît : « *Un accord cadre pour le secteur, conformément aux possibilités prévues dans l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 et en prolongation de l'article 9 de la CCT du 9 avril 1997 et ainsi que prévu dans l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003,...* » ; elle doit être supprimée et le début de l'article 5 doit être lu

### ERRATUM

Paritair Comité voor de bedienden  
uit de papiernijverheid  
nr. 221

**CAO nr. 67171/CO/221**  
van 28/05/2003

Verbetering van de Nederlandse tekst :

- het artikel 3 : « *Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd, ingaande op 1 januari 2003 om te eindigen op 31 december 2004.* » moet als volgt gelezen worden : « *Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde **duur van twee jaar**, ingaande op 1 januari 2003 om te eindigen op 31 december 2004.* ».

Verbetering van de Franse tekst :

- in het artikel 5 schijnt een nutteloze verwijzing : « *Un accord cadre pour le secteur, conformément aux possibilités prévues dans l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 et en prolongation de l'article 9 de la CCT du 9 avril 1997 et ainsi que prévu dans l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003,...* » ; ze moet geschrapt worden en het begin van artikel 5 moet zoals

**comme suit** : « *Un accord cadre pour le secteur, conformément aux possibilités prévues dans l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 et ainsi que prévu dans l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003,...* ».

Correction du texte en français :

- à l'article 6, la référence : « *Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 et en application de la CCT sectorielle précédente (articles 13, 14, 15 et 16) et de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, il est prévu pour la période 2003-2004, de prolonger l'effort de 0,10 % de la masse salariale en faveur des personnes appartenant aux groupes à risques.* » **est supprimée** ; l'article 6 doit être lu comme suit : « *Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 et en application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, il est prévu pour la période 2003-2004, de prolonger l'effort de 0,10 % de la masse salariale en faveur des personnes appartenant aux groupes à risques.* ».

**Décision du**

volgt gelezen worden : « *Un accord cadre pour le secteur, conformément aux possibilités prévues dans l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 et ainsi que prévu dans l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003,...* ».

Verbetering van de Nederlandse tekst :

- in het artikel 6 wordt de verwijzing : « *Overeenkomstig artikel 2 van koninklijk besluit van 27 januari 1997, houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 en de vorige sector CAO (artikel 10.11 en 12) en het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003, wordt voor de periode 2003-2004, de inspanning van 0,10 % van de loonmassa ten voordele van de risicogroepen, gehandhaafd.* » **geschrapt** ; artikel 6 moet zoals volgt gelezen worden : « *Overeenkomstig artikel 2 van koninklijk besluit van 27 januari 1997, houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 en het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003, wordt voor de periode 2003-2004, de inspanning van 0,10% van de loonmassa ten voordele van de risicogroepen, gehandhaafd.* ».

**Beslissing van**

9

**CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL DU 28 MAI 2003  
RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE  
REMUNERATION DANS LA COMMISSION PARITAIRE DES  
EMPLOYES DE L'INDUSTRIE PAPETIERE**

Pour la période 01.01.2003 – 31.12.2004

**Chapitre 1 CHAMP D'APPLICATION**

Article 1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ainsi qu'aux employé(e)s des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission Paritaire des employés de l'industrie papetière (C.P. 221).

**Chapitre 2 CADRE JURIDIQUE**

Article 2 La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (Moniteur Belge du 1 août 1996).

Elle est conclue également en exécution de l'Accord Interprofessionnel du 17 janvier 2003, et cela dans toutes ses dispositions.

**Chapitre 3 DUREE DE VALIDITE DE LA CONVENTION**

Article 3 La présente convention collective de travail est conclue pour une ~~période~~ <sup>durée</sup> de deux ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2004.

**Chapitre 4 POUVOIR D'ACHAT**

Article 4 Dans l'intérêt économique du secteur, les négociateurs au niveau des entreprises mèneront les négociations en tenant compte de la situation économique qui est actuellement plus difficile que celle des années précédentes.

Les partenaires sociaux au niveau des entreprises souscrivent sans ambiguïté à la marge de l'accord interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003.

A cet égard, les employeurs estiment que trois indexations sont possibles au cours de la durée de la présente convention collective de travail et invitent dès lors les négociateurs à en tenir compte au niveau des entreprises.

**Chapitre 5 GARANTIE D'EMPLOI  
PREPENSION**

Article 5 Un accord cadre pour le secteur, conformément aux possibilités prévues dans l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 ~~et en prolongation de l'article 9 de la CCT du 9 avril 1997~~ et ainsi que prévu dans l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, rend possible de réduire l'âge d'entrée en prépension, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 et jusqu'au 31 décembre 2004, à 56 ans pour les employés qui peuvent se prévaloir d'un passé professionnel de

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

02-06-2003

21-08-2003

NR.  
N°

67-17.1

1/10/2003

4

minimum 33 ans, dont au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1 de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990. La mise en œuvre de cette possibilité au niveau de l'entreprise est toutefois conditionnée à une adhésion des entreprises, moyennant conclusion d'une convention d'entreprise reprenant les modalités d'application en la matière.

## *Chapitre 6*                      *FORMATION ET QUALIFICATION*

Article 6        Les parties signataires décident de proroger les conventions existantes pour les groupes à risque et pour la formation.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, contenant des mesures pour la promotion de l'emploi <sup>en application de l'article 7, §2 de la loi du 26 juillet 1996</sup> ~~et en application de la CCT sectorielle précédente (articles 13, 14, 15 et 16)~~ et de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, il est prévu pour la période 2003-2004, de prolonger l'effort de 0,10 % de la masse salariale en faveur des personnes appartenant aux groupes à risques.

Article 7        Les personnes appartenant aux groupes à risques sont les suivantes :

- a) les personnes visées à l'article 173 a) et b) de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;
- b) les travailleurs qui sont licenciés ou au chômage suite à une faillite ou à un licenciement collectif;
- c) les travailleurs qui suivent une formation dans l'entreprise et dont la sécurité d'emploi serait menacée sans cette formation;
- d) les jeunes demandeurs d'emploi qui viennent de quitter l'école, ou les demandeurs d'emploi qui sont engagés en raison d'une obligation légale de remplacement ou les stagiaires ONEM à l'issue de leur stage ou ceux qui sont engagés dans le cadre d'un convention de premier emploi.

Article 8        Afin de pouvoir, entre autre, promouvoir la formation permanente dans toutes les entreprises du secteur et en vue du maintien de la sécurité d'emploi, les parties s'engagent à prolonger l'effort sectoriel de 0,20 % de la masse salariale en matière de formation.

## *Chapitre 7*                      *SECURITE D'EXISTENCE*

Article 9        La prime syndicale minimale pour le secteur sera majorée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, de 74.37 eur à 90.00 eur.

## *Chapitre 8*                      *MOBILITE*

Article 10       L'intervention des employeurs du secteur dans les frais de transport est maintenue en moyenne à 80 % (cfr. CCT 19 sexies), c. à d. aller simple sur base de l'abonnement social et cela à partir du premier kilomètre, indépendamment du moyen de transport.

4

**Chapitre 9**

**FONCTIONNEMENT DU MARCHE DE TRAVAIL  
L'INTERRUPTION DE CARRIERE ET CREDIT-TEMPS**

Article 11 Les partenaires sociaux souscrivent aux dispositions relatives au crédit- temps et à l'interruption de carrière telles que reprises dans l'accord interprofessionnel.

Article 12 Les parties sont d'accord que les travailleurs relevant de la commission paritaire n° 221 peuvent faire usage des primes d'encouragement pour crédit de soins, crédit formation, régimes de fin de carrière, entreprises en difficultés ou entreprises en restructuration, diminution de carrière, accordées par les régions et par les communautés.

**Chapitre 10**

**DIVERS**

Article 13 Les partenaires sociaux recommandent également le recours à l'outplacement en cas de restructuration.

**Chapitre 11**

**DISPOSITIONS FINALES**

Article 14 Les parties signataires s'engagent à ne pas défendre de nouvelles revendications au niveau sectoriel pendant la durée de cet accord. Elle s'engagent également à sauvegarder la paix sociale dans les entreprises dans les domaines relevant de cette convention collective de travail.

Gedaan te Brussel, op 28.05.03

Fait à Bruxelles, le 28.05.03

Voor

Pour

**Signatures**

4

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 MEI 2003  
BETREFFENDE DE LOON- EN ARBEIDSVOORWAARDEN IN HET  
PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE  
PAPIERNIJVERHEID**

Voor de periode 01.01.2003 – 31.12.2004

**Hoofdstuk 1 TOEPASSINGSGEBIED**

Artikel 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en bedienden van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de papiernijverheid (PC 221).

**Hoofdstuk 2 JURIDISCH KADER**

Artikel 2 De collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 betreffende de bevordering van de tewerkstelling en de preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Zij is eveneens gesloten in uitvoering van het Interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003, en dit in al zijn bepalingen.

**Hoofdstuk 3 GELDIGHEIDSDUUR**

Artikel 3 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde ~~tijd~~ <sup>duur van twee jaar</sup> ingaande op 1 januari 2003 om te eindigen op 31 december 2004.

**Hoofdstuk 4 KOOPKRACHT**

Artikel 4 In het belang van de economische activiteit van de sector, zullen de onderhandelaars op het vlak van de onderneming, onderhandelingen voeren rekening houdend met de economische situatie die momenteel moeilijker is dan deze van de afgelopen jaren.

De sociale partners op ondernemingsvlak onderschrijven, ondubbelzinnig, de indicatieve marge van het intersectoraal akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003.

Met betrekking hiermee, verwachten de werkgevers dat er 3 indexen mogelijk zijn gedurende de looptijd van de collectieve arbeidsovereenkomst en daarom nodigen zij de onderhandelaars uit om op het ondernemingsvlak hiermee rekening te houden.

**Hoofdstuk 5 WAARBORG VAN TEWERKSTELLING  
BRUGPENSIOEN**

Artikel 5 Via een raamakkoord voor de sector wordt het mogelijk gemaakt om, overeenkomstig de mogelijkheden voorzien in artikel 23 van de wet van 26 juli 1996 en zoals voorzien in het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003, vanaf 1 januari 2003 tot 31 december 2004 de brugpensioenleeftijd te verlagen tot 56 jaar, voor de bedienden met een beroepsverleden van 33 jaar, waarvan minstens 20 jaar in een arbeidsregime met nachtarbeid, zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.46 van 23 maart 1990,

NEERLEGGING-DEPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

02-08-2003

21-08-2003

NR.  
No

67 171 / 10/22

algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990. Het van kracht worden op bedrijfsvlak gaat slechts in op voorwaarde dat bedrijven hiertoe toetreden via een bedrijfssovereenkomst, waarin de toepassingsmodaliteiten gestipuleerd worden.

## **Hoofdstuk 6**                    **VORMING EN OPLEIDING**

Artikel 6        De ondertekenende partijen beslissen de bestaande overeenkomsten voor risicogroepen en opleidingen te verlengen. Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 januari 1997, houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 en de vorige sector-CAO (~~artikel 10.11 en 12~~) en het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003, wordt voor de periode 2003-2004, de inspanning van 0.10% van de loonmassa ten voordele van de risicogroepen, gehandhaafd.

Artikel 7        De personen die tot de risicogroepen behoren zijn de volgende:

- a.        de personen bepaald in artikel 173, a) en b), van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;
- b.        de bedienden die ontslagen of werkloos zijn ten gevolge van een faillissement of een collectief ontslag;
- c.        de bedienden die in de onderneming een opleiding volgen en die zonder deze opleiding in hun werkzekerheid zouden bedreigd zijn;
- d.        jonge werkzoekende schoolverlaters, of werkzoekenden die aangeworven worden vanuit de wettelijke verplichting tot vervanging, als RVA stagiairs na afloop van de stage of binnen een startbaanovereenkomst.

Artikel 8        Onder meer om de permanente vorming in de bedrijven te stimuleren en met het oog op het behoud van de werkzekerheid, verbinden de partijen zich ertoe de sector inspanning van 0.20% van de loonmassa voor opleidingen te verlengen.

## **Hoofdstuk 7**                    **BESTAANSZEKERHEID**

Artikel 9        De syndicale premie wordt, vanaf 1 januari 2003, opgetrokken van 74.37 eur naar 90.00 eur.

## **Hoofdstuk 8**                    **MOBILITEIT**

Artikel 10       De tussenkomst van de werkgevers in de vervoerkosten wordt behouden op gemiddeld 80% (cfr. CAO 19 sexies), nl. in de heenrit, op basis van het sociaal abonnement en dit vanaf de eerste kilometer, ongeacht het vervoermiddel .

**Hoofdstuk 9                    WERKING VAN DE ARBEIDSMARKT  
    LOOPBAANONDERBREKINGEN TIJDSKREDIET**

Artikel 11      De sociale partners onderschrijven de bepalingen betreffende het tijdskrediet en de loopbaanonderbreking zoals opgenomen het interprofessioneel akkoord.

Artikel 12      Partijen gaan akkoord dat de werknemers ressorterend onder het paritair comité nr. 221 gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies voor zorgkrediet, opleidingskrediet, landingsbanen, ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering, loopbaanvermindering, die worden toegekend door de gewesten of gemeenschappen.

**Hoofdstuk 10                DIVERSEN**

Artikel 13      De sociale partners bevelen tevens aan in geval van herstructurering outplacement te voorzien.

**Hoofdstuk 11                SLOTBEPALINGEN**

Artikel 14      De sociale partners verbinden zich ertoe geen nieuwe eisen op sectorvlak te zullen verdedigen tijdens de duur van dit akkoord. Tevens verbinden ze zich ertoe de sociale vrede in de ondernemingen te handhaven voor de bepalingen van kracht via deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Gedaan te Brussel, op 28.05.03

Fait à Bruxelles, le 28.05.03

Voor

Pour

**Signatures**